De la production paysagère à la formation des paysages vécus à Conakry (Guinée)

Pour une reconnaissance de la fabrique ordinaire de la ville sous les
tropiques

*From Designing Landscapes to the Shaping of Real-Life Landscapes in Conakry
(Guinea) — Acknowledging the Real Life Shaping of a City in the Tropics*

Julie Gangneux-Kebe

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/paysage/2101>

DOI : 10.4000/paysage.2101

ISSN : 1969-6124

Éditeur :

École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille, Institut national des sciences
appliquées Centre Val de Loire - École de la nature et du paysage, École nationale supérieure
d'architecture et de paysage de Bordeaux, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de
Lille, Agrocampus Angers

Référence électronique

Julie Gangneux-Kebe, « De la production paysagère à la formation des paysages vécus à Conakry
(Guinée) », *Projets de paysage* [En ligne], 21 | 2019, mis en ligne le 30 décembre 2019, consulté le 28
février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/paysage/2101> ; DOI : 10.4000/paysage.2101

Ce document a été généré automatiquement le 28 février 2020.

Projets de paysage

De la production paysagère à la formation des paysages vécus à Conakry (Guinée)

Pour une reconnaissance de la fabrique ordinaire de la ville sous les tropiques

From Designing Landscapes to the Shaping of Real-Life Landscapes in Conakry (Guinea) — Acknowledging the Real Life Shaping of a City in the Tropics

Julie Gangneux-Kebe

- 1 Tout comme étudier la place de la nature en ville dans les villes des pays du Sud « pour quiconque est soucieux des moyens d'améliorer le cadre et la qualité de vie des citoyens » (Fournet-Guérin, 2014), s'interroger sur la place des paysages¹ « sous les tropiques » dans la fabrique de la ville et dans la construction des citadinités est bel et bien une question majeure qui traverse les villes contemporaines en Afrique de l'Ouest. Loin d'une vision fonctionnaliste du développement, l'accentuation au cours de ces dernières décennies des crises, risques et tensions s'exerçant sur les milieux urbains à Conakry nous invite à remettre en question nos lectures occidentalo-centrées des modes d'habiter² les espaces urbains contemporains et à remettre le paysage comme démarche sensible interrelationnelle et comme mode de représentation des espaces urbains, alors en partie effacé de toutes les intentions, au cœur des nouvelles conceptualisations de la ville : des paysages non plus pauvres mais cosmopolites, des paysages clés de lecture d'une autre mondialisation, d'autres relations à la matérialité et à l'esthétisme du monde. Loin de constituer des territoires extrêmement fragmentés, les villes situées en Afrique de l'Ouest semblent résolument former des lieux de vie pluriels et en perpétuelle mutation. Sous les tropiques, les paysages se transformeraient au fil des expansions urbaines et des densifications intra-urbaines et intra-concessions³. Ils conditionneraient quotidiennement les modes de vie et fabriques de la ville suivant les conditions météorologiques, saisonnières (saisons sèches, saisons des pluies), environnementales et microclimatiques.

- 2 Empruntant aux sciences sociales et à l'écologie urbaine, le « paysage » est ici entendu dans une acceptation globale et en lien étroit aux formes habitantes d'investissement des milieux de vie (Blanc et Émélianoff, 2008) au-delà des échelles spatiales (ville, quartier, rue, etc.). Questionner les relations entre le ou les habitant(s) et ce qui le ou les environne permettrait ainsi de développer des « connaissances fines des conditions de vie offertes [en chaque] endroit » (Blanc, 2010, p. 169). Ces connaissances placeraient ainsi le ou les habitant(s) dans une situation d'attachement aux lieux et aux paysages qu'ils parcourent. Dans une perspective interdisciplinaire, le paysage sera ici également étudié à la fois dans sa dimension matérielle et objective comme un mode d'action planifié : la production paysagère, et dans sa dimension immatérielle et subjective comme un mode de représentation et de perception sensible du territoire et de la société : les paysages vécus. Le paysage sera entendu comme une construction humaine (milieu habité) et non humaine (milieu tropical) d'interaction entre des phénomènes sociospatiaux et microclimatiques imbriqués aux identités culturelles et locales. À Conakry, capitale de la Guinée où vit un Guinéen sur cinq (« Grand Conakry »), les paysages auraient continué (malgré les planifications successives) de façonner stratigraphiquement des relations aux lieux. Dans cette ville, conçue et initialement mise en œuvre par la colonisation, comment le paysage (dans sa dimension matérielle et productive) fut-il mobilisé au fil du temps dans la capitale guinéenne tant du point de vue des planifications expertes que des gouvernements ? Quels apports pourrions-nous tirer ensuite d'une lecture habitante des quartiers populaires de la capitale guinéenne, d'une lecture sensible et non figée des paysages pour la reconnaissance de fabrique ordinaire de la ville sous les tropiques ?
- 3 En nous appuyant sur une enquête qualitative de terrain menée à Conakry (Gangneux-Kebe, 2018), nous articulerons notre propos en deux parties présentant en premier lieu une approche rétrospective des modes de production et de planification des paysages urbains de la capitale guinéenne depuis la création *ex nihilo* de la ville à la fin du XIX^e siècle. Nous ferons ensuite, dans une deuxième partie, la proposition d'une lecture paysagère des espaces urbains contemporains par l'étude des modes et formes d'habiter : comment ceux-là fabriquent la ville et ses paysages ? Nous défendrons ici une visée prospective et méthodologique afin d'explorer la question du paysage, clé d'entrée permettant de révéler et de reconnaître les quartiers populaires de la capitale guinéenne. Si les approches et démarches paysagères se multiplient dans les Nords, sous les tropiques et en situation de contraintes accrues (changements climatiques, démographiques, sociales et urbaines), ces démarches apparaissent bel et bien cruciales pour dépasser les logiques fragmentaires et inégalitaires à l'œuvre.

Une rétrospective des modes de production de la ville à Conakry (Guinée)

- 4 Au milieu du XVIII^e siècle, les villes situées en Afrique de l'Ouest se divisaient en majeure partie entre celles issues d'anciens centres de pouvoir (places fortes de royaumes et empires), celles issues de comptoirs commerciaux et les « villes-marchés » vieilles de plusieurs siècles. Aux XIX^e et XX^e siècles, de nouvelles capitales et villes minières, villes-ports nées de la colonisation ou encore de l'extraction des gisements miniers étaient créées *ex nihilo*. À la croisée des modes d'une production planifiée et d'une production plus ordinaire de la ville, ce qui fut réellement produit dans ces mondes urbains resta

bien souvent peu ou pas documenté au regard de ce qui y fut projeté. C'est bien ce décalage au prisme d'une entrée par le paysage que nous allons tenter de retranscrire chronologiquement ici à partir (principalement) d'une analyse documentaire des travaux d'Odile Goerg, historienne spécialiste de la période coloniale et de l'analyse des documents de planification et des rapports d'expertise produits aux différentes époques⁴. Peu documentée, la production contemporaine guinéenne n'a fait finalement l'objet que de quelques recherches académiques peu ou pas accessibles.

Acte 1. 1890-1930, la naissance de la « ville » sur l'île de Tombo et la production paysagère

« Semblable à un vaisseau de fleurs arrêté sur une mer de verdure, [le site de la future capitale déployait] aux regards charmés, la splendeur de sa végétation tropicale », écrivait Adrien Bié⁵ en 1899 (Goerg, 1997, p. 24).

- 5 Conakry se composait alors principalement de communautés plurielles réparties en villages de pêcheurs et de cultivateurs et structurées autour de chefferies de la pointe de l'île de Tombo au mont Kakoulima (1 007 mètres d'altitude, situé 40 kilomètres plus à l'est). Majoritairement peuplée de Bagas et de Soussous⁶, Tombo était une « île saine et sablonneuse couverte d'une végétation riche et luxuriante⁷ » (Goerg, 1997, p. 15). Ce paysage précolonial⁸ arboré était composé d'une végétation qui fonctionnait comme un régulateur thermique et jouait naturellement un rôle à l'échelle de l'habitat comme à l'échelle du territoire. En fabriquant des identités propres, ces premiers villages (largement occultés par le colonisateur qui leur préférait d'autres repères, d'autres « modèles ») jouèrent indéniablement un rôle prépondérant à l'édification urbaine.

Figure 1. L'évolution de la ville de Conakry de 1890 à 2015

Source : réalisé par Julie Gangneux-Kebe, redessiné d'après BCEOM, PDU 1989 et Google earth 2015.

- 6 C'est dans ce contexte que les autorités coloniales concevaient à la fin du XIX^e siècle les principales caractéristiques des futures architectures coloniales. En s'éloignant physiquement des implantations autochtones (sur l'île), l'administration coloniale eut tôt fait de profiter de ce contexte géographique, climatique, tropical et géologique pour créer *ex nihilo* en 1890 une capitale – sa capitale – à partir de boulevards et d'avenues se croisant à angles droits. L'hygiénisme et la maîtrise de la végétation constituaient dès lors des éléments importants de cette conception coloniale d'une production paysagère planifiée⁹. À mesure que s'édifiait la ville, le découpage du sol urbain facilitait la séparation des hommes et des fonctions. La ville planifiée était alors appréhendée non pas comme une construction sociale et habitée, mais comme une construction idéale¹⁰, matérialisée à la pointe de l'île. La colonisation, en imposant progressivement son mode de pensée (celui d'une ville aérée et saine), dissociait de fait le paysage indigène (celui du pêcheur et du paysan¹¹) perçu comme rural et archaïque des paysages urbains de la modernité (celle de la grille américaine). Là où se trouvaient auparavant des « colatiers en grand nombre, des orangers, des citronniers, des mangotiers [...] enchevêtrés au milieu d'une haute brousse impénétrable » (Guichard, 1888, cité dans Goerg, 1997, p. 25), ces espaces avaient été débroussaillés pour faire place à ces nouvelles artères urbaines plantées de jeunes fromagers et de manguiers et conçues dans l'optique d'une future croissance de la ville. Les « avenues, tracées avec la régularité d'un damier, [étaient] bordées d'arbres géants aux formidables chevelures¹² » (Sonolet, 1911, cité dans Goerg, 1997, p. 447).
- 7 Cette période, celle de la création et de la structuration de la ville, promouvait *in fine* une division fondamentale entre les représentations spatiales habitantes et les représentations coloniales d'une ville contenue dans un espace administrativement défini. Malgré la volonté initiale des populations de conserver un couvert végétal autour de leurs habitations pour « leur aspect majestueux [et] leur charge symbolique » (Goerg, 1997, p. 275), la végétation luxuriante disparaissait progressivement « [suivie] par le rythme du peuplement effectif de la presqu'île » (*ibid.*, p. 274). Dans la logique Haussmannienne, les arbres et arbustes abattus étaient remplacés par de nouveaux arbres d'alignement, sources d'ombre et de fraîcheur sous ce climat. Dans les différentes lois foncières qui se succédèrent pour réglementer l'accès au sol urbain, la végétation était autant réglementée. La plantation d'arbres comme leur abattage étaient entièrement régis par un cadre législatif (*ibid.*, p. 285). Les habitants devaient privilégier la plantation d'arbres fruitiers (manguiers) ou d'ornement pour l'ombre et pour les fruits récoltés à la saison. Cette politique allait modifier définitivement les paysages originels (*ibid.*).

Figure 2. La construction *ex nihilo* d'une « ville »

Le plan colonial sur l'île de Tombo en 1900.

Source : Bah *et al.*, 1999, p. 18

Figure 3. Les boulevards de l'ancienne ville coloniale et leurs alignements d'arbre

Un exemple à Boulbinet.

Source : Julie Gangneux-Kebe, 2016.

- 8 De nouvelles dualités apparaissaient entre les villes « blanches » et « noires ». Celles-ci se généralisent les années suivantes dans tous les aspects de la gestion et des installations urbaines (services, réseaux, places et monuments). Les bénéfices allaient

expressément aux installations européennes de la ville. D'autres lieux, de cette production paysagère planifiée, voyaient le jour : squares, jardins d'essai de Camayenne, jardins d'agrément et promenades (les corniches), etc. Longtemps après leur réalisation, les boulevards et avenues prévus au plan colonial demeurèrent en partie vides. En déterminant de nouvelles relations spatiales et politiques à l'espace, la colonisation avait découpé là la ville en entités distinctes « ne pouv[ant] que conduire à la disparition des paysages traditionnels » (Bah *et al.*, 1999, p. 64).

Acte 2. Construction d'un paysage social et productif de la période coloniale (1930-1958) au premier régime politique guinéen (1958-1984) dans la péninsule du Kaloum

- 9 Dans l'entre-deux-guerres, la capitale comptait encore une multitude de villages et hameaux repartis tout au long du littoral. Avec l'arrivée de populations à Conakry, le territoire urbanisé tendait davantage à s'émanciper de la ville amenant les populations indigènes et européennes à se côtoyer plus fortement. Au-delà de l'île, le paysage se diversifiait et se construisait linéairement au gré des implantations, là où désormais les cases côtoyaient les maisons d'habitation, ateliers et autres petits entrepôts dans une végétation luxuriante. Tantôt perçu comme rural, tantôt comme urbain, le territoire se composait de nouvelles identités dans une péninsule caractérisée par un tissu urbain plus libre contrastant avec la grille coloniale. Peu avant la Seconde Guerre mondiale, une campagne de renouvellement des arbres fut décidée afin de préserver la « voûte verte » (Goerg, 1997, p. 284). Celle-ci ne débuta réellement qu'au sortir de la guerre. Conakry conservait son aspect verdoyant, « la végétation interne aux concessions qu'elles soient africaines ou européennes contribuait à cette impression générale de végétation luxuriante¹³ qui frappait les voyageurs » (*ibid.*).
- 10 Au sortir de la guerre, le (re)développement de la ville de Conakry était mis au débat (planifications et fonds d'investissement Fides¹⁴). Au-delà des pensées planificatrices de la ville vers la banlieue (Goerg, 2006) et de l'imposition de la doctrine fonctionnaliste du Mouvement moderne prônée par l'administration coloniale, la ville de Conakry accélérât son expansion urbaine passant de 27 000 habitants dans les années 1940 à 112 500 habitants à l'indépendance, dans un pays resté majoritairement rural. Les financements octroyés par la France marquaient l'extension contrôlée de la ville (de sa modernisation) vers la banlieue (située au-delà de la presqu'île de Tombo). Participant au nouvel essor économique de la capitale, toute la péninsule de Kaloum (espace considéré comme peu urbanisé par le colon) semblait dans le même temps réservée pour l'extraction minière (gisement de fer, voir la carte ci-dessous, figure 2)¹⁵.

Figure 4. Plan directeur d'urbanisme de Conakry (1948)

Le Caisne, schéma directeur d'aménagement de Conakry, 1950 cité par Odile Goerg, 2004, p. 139-157.

Source : Archives nationales du Sénégal, 4P219, R.

- 11 Le 28 septembre 1958, la Guinée disait « non » au général de Gaulle et accédait à l'indépendance. Dans une volonté affichée de rompre avec le passé, le nouveau président de la Guinée indépendante Sékou Touré défendait au sein du parti-État les vertus symboliques de l'architecture et de l'urbanisme « pour et par le Peuple ». L'implantation du pouvoir politique marquait la structuration de la ville due au chevauchement effectif entre les nouvelles divisions administratives et partisans. Pour fédérer ce nouveau récit national postindépendance en opposition radicale avec la période précédente, le pouvoir accompagnait le développement d'industries nouvelles sur des terres nationalisées. Une partie du foncier restait réservé à l'exploitation minière. Les paysages urbains avaient pour vocation symbolique d'une représentation du pouvoir autoritaire. Étroitement liés à l'idéologie politique du régime, les engagements dans l'espace contribuaient à inscrire le parti dans la ville et à le mettre en scène. Entre une lecture matérielle et idéelle de l'espace politique, le parti-État affirmait sa toute-puissance. Par exemple, l'autoroute reliant l'isthme à l'aéroport (1964) et ponctuée de « slogans révolutionnaires » (Goerg, 1989, p. 105) servait, tout comme les routes du centre-ville, à de nombreuses parades. Le stade et le palais du Peuple (finalisé en 1965) devenaient les hauts lieux des manifestations sociales. L'espace urbain permettait de contrôler la population et de mettre en scène la dictature. L'autoroute était le lieu d'événements, le pont du 8-novembre était celui des pendus.
- 12 Le premier président de la Guinée indépendante relança dans le même temps l'effort de planification¹⁶, se focalisant non plus sur la conception d'espaces décisionnels et sur le contrôle de la végétation mais sur la constitution intercalaire de microcentralités et de

logements. Appliquant les principes marxistes, Sékou Touré souhaitait faire de l'échelle humaine l'instrument du plan. La reconnaissance du quartier (et de l'unité résidentielle) comme unité de vie (dans le parti) posait les bases de futures politiques en matière d'urbanisme. De fait, les villages et hameaux, leurs paysages et toponymies (historiques et nouvelles) en devenaient les chefs de file. Si la planification fut peu suivie¹⁷ de réalisations effectives, les habitants semblèrent à l'inverse participer massivement à la production urbaine en étant à l'origine des demandes et/ou en prenant l'initiative de fabriquer leur milieu de vie. Malgré la nationalisation des terres, les habitants conservaient et hybridaient les modes traditionnels coutumiers d'appropriation du sol en ville. Part essentielle mais pourtant « invisibilisée » du processus urbain, cette fabrique habitante de la ville sous le premier régime restait peu, voire pas du tout, documentée. Le flou s'installa même sur de nombreuses transactions passées : néocoutumières, autorisations étatiques, ventes informelles entre particuliers, etc. À tel point qu'il fut, à la fin du premier régime, « en beaucoup d'endroits, pratiquement impossible de vérifier le statut d'occupation réel » (Banque mondiale, 1984). Ainsi, l'espace, marqueur du pouvoir centralisé sous le premier régime postindépendance à tendance marxiste (1958-1984), demeura (bien des années après) sous le second régime, hétérogène, entre centres urbains, villages composites et lieu de l'extraction minière.

Acte 3. 1984-2019, l'effacement du paysage dans le « Grand Conakry »

- 13 L'arrivée de l'armée portant le général Lansana Conté au pouvoir en 1984 signa le début d'une libéralisation de l'offre économique et la fin de la nationalisation du foncier. Avec un peu plus de 700 000 habitants et contrainte par ses particularités géographiques, la capitale guinéenne continua de plus belle son expansion. L'effondrement du parti-État transformait la société et les paysages urbains en profondeur¹⁸. L'effort de planification était de nouveau relancé dans l'objectif de faire face aux pressions démographiques et d'amorcer les bases d'un redéveloppement urbain. Portée par les institutions internationales et la coopération française au développement, l'équipe emmenée par le Bureau central d'études pour les équipements d'outre-mer (BCEOM) livrait en 1989 le « deuxième » plan de développement urbain de Conakry (PDUC). Empreinte d'idéologies (nouvellement) développementalistes, cette planification entendait changer radicalement la physionomie urbaine. Elle misa sur le déploiement d'une trame géométrique, l'ouverture de nouveaux lotissements et le maillage de futures transversales (comme en 1963). La plantation d'arbres ne faisait plus partie des futurs schémas. Bien au contraire, l'aménagement n'hésita pas à trancher dans le vif. Le couvert végétal d'arbres ancestraux bordant les anciennes voies laissait place par endroits à de nouvelles balafres. La planification devenait le fer de lance d'un nouvel urbanisme par la gestion et par l'infrastructure qui ne se limitait plus aux seules limites de la ville-capitale¹⁹. L'institutionnalisation et la financiarisation programmées des espaces urbains tranchaient (de nouveau) avec la poursuite d'un urbanisme de fait, celui de ses habitants et de leurs modes d'appropriation de l'espace. Durant deux décennies, ces logiques économiques portées tantôt par les institutions internationales tantôt par l'État, associées à la rareté du foncier, allaient métamorphoser les paysages urbains de la capitale.

Figure 5. La transversale n° 1

Une fabrique de la ville par l'infrastructure.

Source : Julie Gangneux-Kebe, 2016

- 14 Soumise à la production d'espaces (à bâtir), la ville poursuivait un développement de plus en plus fragmentaire. En souhaitant maîtriser la consommation (spontanée) d'espace, l'urbanisation reposait presque entièrement sur le découpage planifié du foncier individuel et privé (hors réseau d'infrastructure) pour contrer le développement de modes d'appropriation traditionnelle et néotraditionnelle du sol²⁰ et favoriser l'accès à la propriété des populations. Les populations dont l'habitation se situait sur les nouveaux tracés étaient pour certaines indemnisées, voire déplacées. Le paysage, comme matière à penser l'action, semblait absent de toutes les projections officielles. La ville devenait dans les années 1990-2000 un vaste chantier à ciel ouvert présentant, d'un quartier à l'autre, des situations plus ou moins contrastées. Les périphéries agricoles d'hier se métamorphosaient en de nouvelles centralités à mesure que la ville s'étalait. L'entrée en ville se faisait sur de nouvelles logiques et dévoilait des paysages hybridés du lotissement aux marges urbaines, des bas-fonds agricoles aux ensembles fermés. Les territoires en périphérie se construisaient de façon disséminée. La métropole guinéenne, qui se développait dans un « Grand Conakry de fait », englobait maintenant les communes limitrophes de Dubréka et de Coyah qui connaissaient ainsi communément les problématiques des grandes métropoles ouest-africaines.

Figure 6. La grande périphérie, territoire de Dubréka

Une urbanisation diffuse de nouveaux lotissements planifiés.

Source : Julie Gangneux-Kebe, 2016.

Figure 7. Carte du Grand Conakry

Plan de l'aire urbaine du Grand Conakry regroupant les villes de Conakry, Dubréka et Coyah.

Source : Julie Gangneux-Kebe, 2016, redessiné d'après QGIS et OSM.

- 15 Si certains espaces paysagers, devenus des « enclaves vertes » en ville, résistaient aux pressions foncières à l'image du jardin botanique de Camayenne et du cimetière français de Boulbinet conçus au temps colonial à la pointe de l'île, ce n'était pas le cas de l'ancien jardin d'agrément de l'hôpital Ignace Deen. Celui-ci a disparu en 2015 au profit d'un complexe hôtelier chinois. De nouveaux « immeubles R+ » convoitent aujourd'hui les tissus coutumiers horizontaux des villages et ports de pêche. À Kaporo, par exemple, les anciens partent et le village historique rétrécit lentement. La promotion immobilière internationale, représentante d'une nouvelle modernité, favorise la disparition comme la marginalisation des fabriques habitantes contraintes alors à former les paysages urbains de la pauvreté. D'un côté, quelques promoteurs et certaines grandes firmes internationales s'approprient des pans de territoire, tandis que de l'autre côté, les nouveaux venus (les habitants) comme les jeunes peinent à se loger.
- 16 Aujourd'hui, si la question du « paysage » semble également tout récemment (ré)investie par ces mêmes promoteurs privés dans l'aménagement de résidences fermées et sécurisées²¹, les pressions exercées et les problèmes de gestion des services et réseaux urbains (les infrastructures routières, les déchets, l'accès à l'eau, le foncier) dans le reste du territoire pèsent sur la qualité de vie et sur l'environnement urbain. La gestion des déchets devient une question sensible et politique à l'image de nombreux conflits qui secouent les quartiers de la capitale. Hormis les plantations des avenues et boulevards planifiées pendant la période coloniale, le couvert végétal est majoritairement circonscrit à l'intérieur et/ou aux abords de certaines concessions (suivant une gestion exclusivement habitante). Après cette rétrospective de la

production paysagère planifiée, nous proposons dans un deuxième temps une lecture des paysages tels qu'ils sont habités, produits et vécus aujourd'hui par les populations en portant une attention à la façon dont les habitants perçoivent et interagissent avec leur territoire.

Investiguer la question contemporaine du paysage par le vécu « sous les tropiques »

- 17 Si Conakry fut et reste encore une ville en projet, elle l'est davantage ces dernières années par la concrétisation de projets de développement (et non de projets urbains et paysagers) et de modèles urbanistiques, que par la seule volonté de ses habitants. D'un côté, des ensembles résidentiels fermés sont médiatisés, proposant un futur idéalisé à destination des classes très aisées. De l'autre, une vision sectorielle et technique des problématiques urbaines (assainissement, déchet, voirie, etc.) se développe sous ce climat formalisant une pensée exclusivement fonctionnaliste des paysages urbains. Dans une visée prospective et méthodologique, nous proposons dans cette seconde partie d'explorer les paysages contemporains à Conakry tels qu'ils sont perçus et vécus par leurs habitants. S'intéresser aux matérialités et aux immatérialités (processus de consolidation) de ces fabriques ordinaires de la ville permettrait de remettre en cause une description trop figée des phénomènes urbains (de la concession, du passage, de la voie, etc.), pour mettre en lumière l'élaboration de nouvelles figures représentatives du quartier populaire : l'incrémentation, la coprésence et le parcours.

De l'occultation à la reconnaissance des paysages vécus

- 18 Si depuis sa création, Conakry (et au-delà les capitales ouest-africaines) est présentée à travers un discours dualiste ville planifiée/« non-ville » encore très présent dans les esprits comme dans les pratiques (par exemple lors des derniers « déguerpissements²² » sur le terrain), l'analyse des paysages vécus à l'échelle micro nous invite à dépasser ces raccourcis pour appréhender à leur « juste mesure » les espaces urbains (Van Eyck, 1972, p. 110). C'est dans ce creuset original de la ville, façonnée par ses habitants, par leurs savoirs et expériences, que nous pourrions déchiffrer ces paysages vécus et ces systèmes relationnels en ville. Pour Nathalie Blanc (2010, p. 169), les habitants fabriquent de leurs « gestes et pratiques quotidiennes [...] esthétiquement l'environnement urbain saisi alors comme milieu de vie », rejoignant là la notion de *capabilities* (capacité de faire). Permettre la fabrique de milieux « habitables », dans le sens de vivables, serait l'une des conditions d'un rapport actif et habitant au lieu, aux paysages vécus. Nous retrouvons également cette exploration des liens dans l'analyse que Paul Parin, psychanalyste suisse, livrait en 1972 d'un village Dogon, là où « construire une maison ou un village, c'est inaugurer un microcosme où la vie va se perpétuer » (Van Eyck *et al.*, 1972, p. 112). L'architecte évoquait la symbolique de ces espaces et objets qui s'emboîtent successivement « de l'homme au cosmos [...] [passant] progressivement du monde dans son entier à des groupements de plus en plus petits – district, village, quartier, maison » (*ibid.*). Cette construction sans échelle (et sans temps) entre le physique et la métaphysique du village Dogon rejoint celle des paysages entendue comme la construction de rapports sensibles au monde tant symboliques, idéels que matériels. Les habitants mettent en jeu des compétences pratiques, une

mémoire spatiale et développent un rapport corporel et poétique à l'espace plaçant l'être, selon Félix Guattari (1989, p. 34), entre trois mondes²³ (environnemental, social et mental).

- 19 Au-delà d'une historiographie de la ville (et de sa création coloniale), je fais l'hypothèse d'un apprentissage depuis le terrain afin d'imaginer et de composer de nouveaux modes de faire ville, de faire projet. D'une enquête de terrain, menée dans le cadre de ma thèse de doctorat, portant sur la fabrique ordinaire de la ville²⁴, j'interroge les capacités d'adaptation des habitants à transformer leur habitat, à participer à l'édification de milieu de vie pour conférer à la ville et aux paysages des matérialités, des singularités et des symboliques.

Du mouvement et des méthodes pour une (autre) lecture paysagère

- 20 Suivant une proposition méthodologique « je-tu-il » écrite par Jean-Paul Thibaud (2010, p. 32), je caractérisais ma démarche d'enquête plurielle depuis l'habitant. Je décidais d'appréhender, à la première personne, l'espace « l'angle du chercheur », à la deuxième personne, les interactions individuelles dans les rapports collectifs et, à la troisième personne, les organisations sociales pour percevoir la fabrique des quartiers populaires d'Hafia²⁵ – mon terrain d'étude –, sous l'angle des expériences individuelles et collectives et des mutations architecturales et urbaines. Pour cela, je combinais une pluralité de méthodes²⁶, par l'arpentage et le relevé, la photographie, l'entretien et l'itinéraire. Par exemple, la photographie me permettait de fixer le présent, d'objectiver les faits et de révéler les invisibles quand l'itinéraire se chargeait, lui, de recueillir la mémoire du quartier.

Figure 8. Carte des quartiers populaires d'Hafia, lieu de l'enquête de terrain

Source : Julie Gangneux-Kebe, 2016, redessiné d'après INS (RGPH3-2014) et ONRG (SIG-Perimètre Dixinn 2016).

- 21 Contrainte par des temporalités courtes, celles de séjours de terrain de cinq semaines en moyenne réalisés entre 2014 et 2016, il me fallait déceler çà et là l'invisible, le « non-dit » en usant de ma position ambiguë d'étrangère et d'habitante²⁷. Par exemple, les espaces enquêtés donnaient à voir de nombreux lieux de sociabilité et hauts lieux des ambiances au quotidien, à l'échelle du voisinage et/ou lors d'événements sociaux, de festivités, etc., participant à la fabrique de ces paysages vécus. Je récoltais de manière précise certains indices physiques, morphologiques, voire topologiques, qui composaient les paysages traversés (lors des parcours et temps d'observation) et développais une lecture projectuelle et dynamique des formes urbaines à l'image des « figures représentatives » pensées par Halimatou Mama Hawal (2015). Par l'usage, ces paysages vécus se matérialisaient en acte, en perpétuelle mutation, et hybridant le public et le privé.

Figure 9. Un seuil, un passage dans le quartier d'Hafia Château

Source : Julie Gangneux-Kebe, 2016.

- 22 Pour moi, d'une part, il s'agissait d'apprendre de ces formes façonnées et hybridées par les habitants, là où les activités et les appropriations ne sont pas programmées par avance. D'autre part, il ne fallait pas occulter les fragmentations urbaines en cours car les tensions s'accroissaient chaque jour dans le milieu naturel, le couvert végétal et les microclimats locaux. Par exemple, notre enquête de terrain mit à jour une fermeture et une microfragmentation lente des espaces ouverts : multiplication de murs, grilles et barrières entre les concessions. Ces coupures participaient (à l'inverse de la fabrique des microlieux) d'une certaine désolidarisation physique et idéale de la ville. La fermeture de certains passages conçus par l'habitant et la matérialisation des limites modifiaient le régime des relations et mobilités microlocales. Autre exemple, les anciennes rivières appréciées de tous (on s'y baignait dans les années 1980) engendraient des « problématiques d'assainissement » et le paysage récréatif était devenu un risque.

Figure 10. Un territoire fragmenté et soumis aux vulnérabilités

Le quartier d'Hafia II durant la saison des pluies.

Source : Julie Gangneux-Kebe, 2016.

- 23 Enfin, sous les tropiques, les chaleurs urbaines, l'humidité et la pluie constituaient des phénomènes météorologiques perçus plus ou moins fortement par les habitants, et ce notamment du fait de leur situation, des caractéristiques de leur habitat et de leur système de localité. D'une approche par le vécu, j'investissais la question des formes d'habiter comprises comme l'analyse formelle et topologique des liens sociaux aux milieux, tentant de retranscrire, ici et là, les « positions spatiales » de l'individu, cet « homme spatial » (Lussault, 2007). J'analysais les possibilités d'interaction entre les espaces physiques (matérialité de la ville) et les espaces vécus par l'habitant à travers sa perception et son *agency* (agentivité), autant de facultés lui permettant d'habiter (dans la stabilité comme dans le mouvement) et ainsi de façonner les paysages contemporains. Si les habitants produisaient des formes pour habiter, ces formes en retour structuraient leurs modes d'habiter.

Trois formes dynamiques et représentatives du quartier populaire à Conakry

- 24 En cela, représenter la « dimension formelle » des rapports sociaux dans les quartiers populaires revenait à lire l'espace quotidien et ses ajustements ordinaires à la manière de Georges Perec (1974) dans son journal d'un usager de l'espace, et à y proposer une lecture croisée indissociable de l'espace politique, de l'environnement, des toponymies, des symboliques, etc., nourrissant là les possibilités de coévolution entre la forme et le formé. Pour écrire les manières d'habiter, je développais, à partir de l'enquête de terrain, un travail de « décomposition » des discours (les entretiens) et de « décryptage » des relevés habités à travers différents modes de retranscription. Je

m'intéressais alors aux matérialités et aux immatérialités (processus de consolidation) de ces fabriques et remettait en cause une description trop figée des phénomènes : la concession, le passage, la voie, etc. Ainsi, pour lire et se représenter les formes et « matériaux » qui composaient au quotidien les quartiers populaires d'Hafia, les narrations et expériences de l'habitant, je proposais la description de trois formes dynamiques et représentatives (clés d'entrée permettant de révéler et de reconnaître ces fabriques ordinaires de la capitale guinéenne) : l'incrémentation, la coprésence et le parcours (Gangneux-Kebe, 2018, p. 410).

- 25 Toutes ces formes dynamiques auraient en commun, à Conakry, de « [refuser] de décider trop tôt des étapes suivantes » (Kroll, 2012, p. 156). Du latin *increscere*, croître, s'accroître, la fabrique de l'habitation (maison, « villa », immeuble) se consolide ainsi au quotidien par incrémentation. Du métissage entre traditions et inventions ordinaires locales, la fabrique s'attache continuellement à de nouvelles valeurs, de nouvelles mémoires.
- 26 Par incrémentation, par débrouillardise, détournement (addition), les habitants ajoutent élément après élément de nouvelles « substances » qui transforment la matérialité de la ville et de ses paysages par approches successives. Ils fixent de nouveaux codes et esthétismes, créent de nouveaux liens représentatifs d'un « vernaculaire contemporain » (Loubes, 2007). Par exemple, plusieurs kiosques du quartier (positionnés à des carrefours et/ou lieux visibles) deviennent temporairement des points de rendez-vous de la communauté pour avoir de l'ombre en matinée, pour préparer le thé entre amis. Leurs formes peuvent évoluer au cours de la journée suivant la course du soleil, le nombre de partisans, etc. Ils métamorphosent ainsi la donnée statique (la production d'un « objet » : le logement) en un système de relations et d'actions (la fabrique de l'« œuvre » : l'habitation). Autre exemple, la véranda représente un espace vital, celui du temps quotidien pour cette habitante qui « reste sous l'ombre à la devanture de la maison. Il y a un arbre, [elle a] fabriqué une “petite tente” pour [s]'asseoir ».

Figure 11. L'incrémentation, la véranda

Source : Julie Gangneux-Kebe, 2016.

- 27 Avec pour objet premier le construit (physique), les formes incrémentales d'habiter sont ainsi indissociables du lieu dans lequel elles s'insèrent, définissant des conditions spatiales et des spatialités communes aux espaces d'« entre-deux » (pouvant [co]exister entre chacune de ces formes « incrémentales »), de l'espace intime au quartier, du quartier à la ville.
- 28 Montrant l'intérêt de la fabrique d'un commun, vient ensuite la description des formes en coprésence. Ces formes d'habiter mises à jour interrogent l'habitabilité et l'accessibilité de l'espace pour tous et permettent notamment d'appréhender les paysages domestiques et de différencier par l'expérience physique des lieux les notions de « cour » et de « concession ». Car, renvoyant tantôt à la parcelle, à l'îlot, à « l'habitat de cour » (Gervais-Lambony, 1994 ; Antoine *et al.*, 1987), à la « cour africaine » (Fourchard, 2002), etc., ces termes désignent tout autant l'enveloppe (le « chez soi ») que l'espace que l'on s'approprie au quotidien (situé en son sein, entre les volumes). Les formes en coprésence définissent des environnements spatiaux proches, voire semblables, tout en restant symboliquement et structurellement très différentes. À l'image des trottoirs de Boulbinet (lorsque les activités débordent le long de la voie, voir figure 1), dans les quartiers d'Hafia, se fabriquent de nouvelles formes d'habiter les « entre-deux » (entre la voie et la concession) : le seuil, le *frontage* et la lisière plus ou moins épaisse. Ici, certains habitants se positionnent aux limitex, en tant qu'« observateurs-spectateurs », dans des systèmes spatiaux ouverts et fermés : pour voir, pour être vus, pour engager des relations. Les paysages se forment là, dans cette fabrique plus ou moins poreuse, déterminée tant par l'usage, par les conditions climatiques que par le degré d'ouverture de chaque concession.

Figure 12. Le degré d'ouverture

Un exemple de formes en coprésence.

Source : Julie Gangneux-Kebe, 2016.

- 29 Pour finir, nous proposons en complément des coprésences et formes d'incrémentation, une troisième forme d'habiter : le parcours. En effet, les habitants fabriquent l'espace en mouvement et à travers des itinéraires propres tentant de dépasser toutes les formes de fragmentation et de discontinuité spatiales, culturelles et sociales. Aux discours prédominants sur la forme et la fonction des espaces de circulation en ville, coexiste depuis toujours une autre réalité (plus « invisible »), celle du déplacement de l'habitant pour accéder à la ville ou pour tout simplement tenter d'y vivre. Ainsi, la voie (forme physique de liaison) n'existe pas isolément à Conakry. Elle prend forme par ceux qui l'habitent et qui l'investissent. Son revêtement (bitume, terre rouge), sa pente (les fosses et espaces situés en plateau), son environnement (eau, déchet), son ombrage conditionnent une autre forme d'habiter diversifiée, les « pas-de-porte ». Ainsi, les anciennes voies ferrées sont-elles devenues des axes secondaires du quartier ; l'espace s'anime : installation de bancs, de mobiliers en tout genre autour d'un arbre, de bassines d'eau, de commerces, d'une petite table suivant les heures de la journée. Si la planification des voies s'impose par sa rhétorique typomorphologique (sens de circulation, ordonnancement, linéarité du tracé), l'habitant, lui, utilise en parallèle un réseau de cheminements qui les supplante par son efficacité (capacité de liaison, raccourci, omniprésence du tracé). Autre exemple, les pistes et chemins formés par l'habitant se métamorphosent tantôt en de nouvelles routes de la ville, tantôt en de nouveaux passages et raccourcis en ville. Non planifiés, organiques, voire labyrinthiques, ces cheminements – plus ou moins longs (5 mètres à plus d'une centaine de mètres), plus ou moins larges (de la largeur d'un individu à 2-3 mètres) – constituent désormais de nouveaux passages insérés au sein du tissu bâti. L'expérience de la déambulation, du parcours, permet de revendiquer une légitimité à intervenir

dans l'espace. Le paysage rend compte de ces expériences habitantes. La formation des paysages vécus résulte ainsi de la coexistence de réalités spatiales et de configurations sociales spécifiques à chaque individu et entre les individus qui « organis[ent] [leur] pratique en jouant tout à la fois de la coprésence et de la cospatialité » (Lussault, 2007, p. 66) dans des conditions propres au milieu urbain sous les tropiques.

Figure 13. Le passage

Un exemple de formes du parcours.

Source : Julie Gangneux-Kebe, 2016.

Conclusion

- 30 À Conakry, si le végétal était l'un des objets de création de la ville du temps colonial, le développement de l'urbanisation tout au long de la péninsule et le désintérêt des planificateurs pour le territoire habité (au profit de logiques sectorielles) effacèrent partiellement la question paysagère des débats sur la ville. La réalisation des grandes artères urbaines dans les années 1990-2000 et la densification des quartiers populaires ces dernières années ont alors fait disparaître une part importante du couvert végétal. Il fallait faire place nette pour élargir les axes routiers et, à une autre échelle, pour accueillir une nouvelle habitation, de nouveaux locataires. L'arbre apprécié pour sa qualité d'ombrage était devenu superflu.
- 31 Nous proposons ici de déplacer la question paysagère de la seule production du végétal, de la seule planification à l'analyse des paysages contemporains créés par sédimentation et forgés dans la quotidienneté. Dans les quartiers populaires d'Hafia, les paysages contemporains seraient bel et bien révélateurs des expériences vécues. Coproduites à la marge de toutes logiques organisationnelles étatiques (mais pas sans

logiques planificatrices), ces fabriques ordinaires de la ville poursuivraient ici leurs propres logiques : celles des appropriations temporaires et permanentes de leurs habitants. Ces trois formes d'habiter (incrémentale, en coprésence et du parcours) sont ainsi autant de clés de lecture utiles pour comprendre la fabrique des paysages contemporains. Leurs représentations (textuelles, visuelles et mentales) démontrent pleinement qu'être en dehors du « projet de la ville » ne signifie pas être hors de la ville et de sa fabrique. Reconnaître ces fabriques ordinaires de la ville à Conakry nous invite à nous méfier de la simplification d'une programmation par éléments pour affronter sans peur la complexité des strates et épaisseurs des territoires contemporains. Tantôt distinctes, tantôt imbriquées, ces formes d'habiter nous incitent à repenser l'appréhension du rôle réel de l'habitant comme de la place laissée à l'exploration des paysages vécus dans ces villes sous les tropiques, en Afrique de l'Ouest.

BIBLIOGRAPHIE

Antoine, P., Dubresson, A., Manou-savina, A., Abidjan, « côté cours » : pour comprendre la question de l'habitat, Paris, Karthala-Orstom, 1987.

Bah, A. et al., *Conakry porte de la Guinée*, Paris, Edicef/Aupelf, 1999.

Banque mondiale, « Projet de développement urbain de Conakry », rapport d'évaluation, 1984.

Blanc, N., « L'habitabilité urbaine », dans Coutard, O. et Lévy, J.-P., (dir.), *Écologies urbaines*, Paris, Economica-Anthropos, 2010, p. 169-183.

Blanc, N., Émélianoff, C. (dir.), « L'investissement habitant des lieux et milieux de vie : une condition du renouvellement urbain ? Étude prospective France, États-Unis, Russie, Pays-Bas, Allemagne », Paris, Programme exploratoire de recherche prospective européenne, PUCA, 2008.

Coquery-Vidrovitch, C., *Petite histoire de l'Afrique. L'Afrique au sud du Sahara de la préhistoire à nos jours*, Paris, La Découverte, coll. « Poche/Essais », 2016.

Fournet-Guérin, C., *L'Afrique cosmopolite. Circulations internationales et sociabilités citadines*, Rennes, PUR, 2017.

Fournet-Guérin, C., « Paysages, usages et images de la nature dans une grande ville du Sud : quels enjeux à Antananarivo (Madagascar) ? » *Projet de paysage*, n° 10, mis en ligne en septembre 2014,

URL : <http://www.projetsdepaysage.fr/fr/>

[paysages_usages_et_images_de_la_nature_dans_une_grande_ville_du_sud_quels_enjeux_a_antananarivo_madagascar_](#)

Fourchard, L., *De la ville coloniale à la cour africaine. Espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta), fin XIX^e siècle – 1960*, Paris, l'Harmattan, 2002.

Gangneux-Kebe, J., « Fabriquer l'ordinaire de la ville : le rôle de l'habitant à Conakry (Guinée) », thèse de doctorat en géographie, université de Nantes, IGARUN, 2018.

Gervais-lambony, P., *De Lomé à Harare : le fait citadin. Images et pratiques des villes africaines*, Paris, Karthala, 1994.

Goerg, O., « Domination coloniale, construction de “la ville” en Afrique et dénomination », *Afrique & histoire*, vol. 5, 2006/1, p. 15-45.

Goerg, O., « Conakry : la ville et son double. Des années 1880 à nos jours », dans Dulucq, S. et Soubias, P. (dir.), *L'espace et ses représentations en Afrique. Approches pluridisciplinaires*. Paris, Karthala, coll. « Hommes et Sociétés », 2004.

Goerg, O., *Pouvoir colonial, municipalités et espaces urbains, Conakry, Freetown, des années 1880 à 1914*, vol. 2, Paris, L'Harmattan, coll. « Urbanisme et hygiénisme », 1997.

Goerg, O., « Intervention publique en matière d'habitat et de transport à Conakry (Guinée) depuis 1930 », dans Dulucq, S., Goerg, O., *Les Investissements publics dans les villes africaines (1930-1985)*. Habitat et transports, 1989, p. 95-107.

Guattari, F., *Les Trois Écologies*, Paris, Galilée, coll. « L'Espace critique », 1989.

Halimatou, M.-A., « La métropole-village(s) de Ouagadougou : explorer les potentiels d'un territoire, supports de processus de projet architectural », thèse en architecture et aménagement de l'espace, université de Grenoble-Alpes, 2015.

Jaglin, S., Didier, S., Dubresson, A., « Métropolisations en Afrique subsaharienne : au menu ou à la carte ? », *Métropoles*, hors-série, mis en ligne en octobre 2018, URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/6065>; DOI : 10.4000/metropoles.6065.

Kroll, S. et Kroll, L., *Tout est paysage*, Paris, Sens & Tonka, 2012.

Loubes, J.-P., « V comme vernaculaire contemporain », *L'espace anthropologique. Les Cahiers de la recherche architecturale et urbaine*, n° 20/21, Paris, Éditions du patrimoine, 2007, p. 170-175.

Lussault, M., *L'Homme spatial. La construction sociale de l'espace urbain*, Paris, Le Seuil, 2007.

Morel-Brochet, A., Ortar, N. (dir.), *La Fabrique des modes d'habiter. Homme, lieux et milieux de vie*, Paris, L'Harmattan, 2012.

Perec, G., *Espèces d'espaces* (1974), Paris, Galilée, 2000.

Rivière, C., « La Toponymie de Conakry et du Kaloum. Bulletin de l'IFAN », *Sciences humaines*, vol. XXVIII, n° 3-4, juillet-octobre 1966, p. 1009-1018.

Salat, S., « De la ville blanche, verte et bleue. À la forme urbaine bioclimatique », dans Terrin, J.-J. (dir.), *Villes et Changement climatique*, Paris, Parenthèses, 2015, p. 224-243.

Thibaud, J.-P., « Des modes d'existence de la marche urbaine », dans Thomas, R. (dir.), *Marcher en ville*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 2010, p. 29-46.

Van Eyck, A. et al., « Un dessin ne s'ordonne que sur la grâce », dans Choay, F. et al., *Le Sens de la ville*, Paris, Le seuil, 1972, p. 108-115.

NOTES

1. Enoncés au pluriel, les paysages sont ici entendus comme des constructions matérielles et immatérielles des rapports aux mondes environnants.

2. Dans une perspective d'une lecture depuis les Suds, il est entendu qu'il s'agit ici de dépasser les dualités induites par l'approche spatiale binaire occidentale entre, par exemple, l'urbain et le rural, le privé et le public : vers une lecture renouvelée des « socio-systèmes métropolitains subsahariens » (Jaglin et al., 2018). L'idée centrale défendue par Sylvie Jaglin, Sophie Didier et Alain Dubresson « est celle d'une nécessaire conceptualisation du caractère composite de la

production, du fonctionnement et des ressorts de croissance des grandes villes d'Afrique subsaharienne, dont aucune théorie urbaine existante ne permet de comprendre les processus et les formes » (*ibid.*). La notion de « modes d'habiter » est reprise des travaux développés par Nicole Mathieu dans les années 1990 puis de ceux d'Annabelle Morel-Brochet et Nathalie Ortar (2012, p. 14) pour qui y étudier « la manière dont une personne habite, c'est-à-dire construit des liens sociaux, pense et pratique l'espace en général et les lieux et milieux de vie en particulier ».

3. Introduit par la colonisation, la concession est le nom usagé pour désigner la maison. Ce terme se réfère à la possession d'un bien. Il peut y avoir plusieurs foyers dans un espace enclos, l'ensemble forme la concession.

4. Pour cela, j'ai consulté, à chacune de mes missions, les diverses instances guinéennes à la recherche de documents. Par exemple, la Direction nationale de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (Datu) m'a livré les quelques fonds cartographiques disponibles comme le dernier plan de développement urbain de la ville (PDUC) et le rapport « Grand Conakry vision 2040 ». C'est en France, à la Défense, que j'ai ensuite pu accéder à de plus amples études, rapports et autres accords de coopération réalisés par les experts français (et internationaux) au développement dans les années 1980-1990. Consultables au Centre de ressources documentaires aménagement logement nature (CRDALN), ces archives démontrent la volonté commune de l'État français et des institutions internationales de reprendre en main la production urbaine en Afrique au cours de ces années.

5. Commis principal des secrétariats principaux de colonies.

6. Ce sont deux des principales ethnies présentes sur le littoral guinéen. Les Bagas installés le long du littoral sont originaires de Basse-Guinée. Le nom donné ensuite à la capitale Conakry viendrait du Baga « Konakiri » et Tombo signifierait « forêt de palmiers à l'huile » (Rivière, 1966).

7. L'auteur cite ici un rapport d'archives datant de mars 1863.

8. Le terme « précolonial » employé ici reste à juste titre souvent décrié attribuant, selon Catherine Coquery-Vidrovitch (2016), à la colonisation un poids important dans l'histoire plus longue des peuplements.

9. Nous entendons là le contrôle total par l'administration coloniale du plan de la ville et des paysages à partir de ces nouvelles artères urbaines. Il est écrit que « dans chaque rue le travail a consisté dans l'enlèvement de tous les arbres, arbustes et brousse. Le sol a été fouillé à la hache et à la pioche afin d'enlever toutes les racines » (Goerg, 1997, p. 78).

10. L'application de principes sanitaires, soulevés par le courant hygiéniste (qui eut court au début du ^{xx}e siècle) comme des impératifs fonctionnalistes pour créer l'habitation à Conakry, favorisa une division foncière de l'espace. En 1901 puis en 1905, l'administration créa trois catégories foncières (*cf.* Goerg, 1997). Si cette division ne présente pas de critères ethniques mais économiques, pourtant ce sont bien les populations autochtones qui furent, de fait, ségréguées.

11. Les autochtones vivent collectivement et principalement de la pêche, de la riziculture et de la production des palmiers à huile à Tombo comme dans le reste de la péninsule de Kaloum où de nombreuses criques, s'insérant entre ces côtes rocheuses, forment autant de ports que de villages de pêcheurs hérités de structures précoloniales.

12. Ici, l'auteur Odile Goerg cite Louis Sonolet. Source : « Les progrès de l'A.O.F., 4) « Les villes. La vie coloniale en A.O.F. », *Le Tour du Monde*, (n° 5, février 1911, pp 49-60)

13. Il est dit que les habitants conservaient au sein des concessions une partie de la végétation originelle qui n'avait pas été abattues lors de la création de la ville en 1890 ; végétation que l'administration tenta également de réglementer.

14. Le fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer fut créé en 1946 pour financer la décennie suivante des plans de développement principalement dans les colonies françaises.

15. Un premier gisement de minerai de fer est exploité à partir de 1953 sur le plateau central.

16. Le gouvernement guinéen entama une collaboration de deux ans avec une équipe d'urbanistes de l'Institut d'urbanisme de la République populaire de Croatie (ex-Yougoslavie), appuyée par des experts guinéens et des représentants de l'État. L'équipe livra en 1963 le premier plan directeur d'urbanisme de l'ère communiste en Afrique. Pour l'État, ce plan se devait d'être un modèle permettant aux nations africaines d'affirmer leur indépendance à travers la planification de la ville.

17. Le repli nationaliste et l'application des principes « soviétiques » dans l'aménagement urbain s'illustrent parallèlement à la planification et à l'édification du pouvoir par la nationalisation des terres. Souhaitant se substituer au mille-feuille en place (coutumier, néocoutumier et droit colonial), l'application de ces règles et normes dans un contexte de très forte croissance démographique sembla difficile à mettre réellement en œuvre.

18. Nous pouvons souligner, par exemple, la création de nouvelles infrastructures routières, l'accès désormais facilité aux matériaux de construction et la montée en puissance de la promotion immobilière favorisant la marchandisation du foncier public bien souvent au bénéfice de proches du pouvoir.

19. Ce plan de développement urbain sera la première pierre d'une série de trois plans de développement urbain qui viendront faire de la gestion urbaine le mode de fabrique dominant en ville (PDU-1-2-3). L'urbanisation va dans le même temps rejoindre les villes limitrophes de Dubréka et de Coyah (ce "Grand Conakry").

20. La planification devenue "opérationnalisable" par le développement d'infrastructures et de lotissements ne semblait pas empêcher la poursuite d'une urbanisation plus libre au fur et à mesure du désengagement de l'État. À partir de l'indépendance, Conakry doit faire face à de nombreux défis (démographiques, économiques et politiques) qui ne vont faire qu'accroître les tensions sur les environnements urbains.

21. La *Gated communities*, avec son architecture *New Town* et ses prix hors-sol, est la promesse d'un environnement planifié récréatif, propre et paysager (jeux d'enfants, future plage privée, terrain de sport, etc.) dans une ville qui manque cruellement d'équipements sportifs et récréatifs.

22. Cette notion très utilisée par les gouvernements des pays ouest-africains signifie l'expulsion brutale et collective des populations d'un territoire.

23. L'auteur propose de regarder ces mondes transversalement et non plus distinctement, d'étudier « les interactions entre écosystème, mécanosphère et univers de référence sociaux et individuels ».

24. Notion développée dans le cadre de cette thèse de doctorat, la « fabrique ordinaire de la ville » désigne l'ensemble des mutations urbaines réalisées en dehors des opérations planifiées d'aménagement.

25. Ce sont huit quartiers administratifs situés dans la commune de Dixinn, en proche banlieue de Conakry. En 2014, au dernier recensement (RGPH-3), les huit quartiers administratifs de Hafía rassemblaient 137 287 habitants soit 8,2 % de la population de la capitale. Les habitants étaient répartis en 8 179 ménages, soit un nombre moyen de 6,8 habitants par ménage pour une densité urbaine de 332 habitants/ha dans les quartiers.

26. Fin 2016, 17 itinéraires, 35 entretiens, dérives, observations, récits photographiques, climatiques, cartes mentales, croquis et relevés habités constituaient mon matériau de terrain.

27. D'un côté, ma famille guinéenne habitait le quartier, j'y vivais. Beaucoup me connaissait à travers ce statut. De l'autre, je restais pour nombre de personnes une étrangère blanche dans un quartier populaire.

RÉSUMÉS

À Conakry, capitale façonnée *ex nihilo*, les paysages précoloniaux s'effacèrent en ville. L'administration coloniale y conçut et y matérialisa à la fin du XIX^e une production paysagère qui, à l'indépendance, allait laisser (à son tour) place, suivant les régimes politiques qui se succédèrent, à de nouvelles représentations sociales et politiques des paysages en ville. Si cette production s'éclipsa au profit d'un urbanisme par la gestion et par l'infrastructure, il subsistait ici et là dans les territoires des paysages vécus, façonnés par les savoir-faire et formes d'entraide socioécologique mis en œuvre par les habitants pour cohabiter sous ces chaleurs. Cet article propose de regarder d'un peu plus près ces formes plurielles d'habiter à l'échelle micro et en mouvement dans les quartiers populaires de la capitale guinéenne : pour de nouvelles perspectives d'une action paysagère sous les tropiques.

In Conakry, a capital city shaped *ex nihilo*, pre-colonial landscapes within the city were erased. At the end of the nineteenth century, the colonial administration designed and created landscapes which, at the time of Independence gave way to new social and political representations of urban landscapes which corresponded to the successive political regimes. Although such a shaping of landscapes was replaced by urban planning through "management and infrastructure", there remained here and there landscapes shaped by the know-how of the inhabitants and by forms of socio-ecological mutual aid enabling them to live in such a hot climate. This article proposes to take a closer look at these diverse and changing lifestyles practised on a micro scale in the working-class neighbourhoods of the Guinean capital in order to identify new possibilities in landscape design and planning in the tropics.

INDEX

Mots-clés : production de la ville, colonisation, fragmentation, ordinaire, formes urbaines

Keywords : shaping the city, colonisation, fragmentation, ordinary, urban forms

AUTEUR

JULIE GANGNEUX-KEBE

Julie Gangneux-Kebe est architecte HMONP-urbaniste, docteure en géographie et chercheure associée au laboratoire ESO-Nantes (UMR CNRS 6590), Institut de géographie et d'aménagement (IGARUN), université de Nantes.
julie.gangneux[at]gmail[dot]com